



P Ô L E T E R R I T O R I A L
C Œ U R E N T R E - D E U X - M E R S
E S P A C E D R O I T D E S S O L S

Convention

Modalités d'organisation pour la mission récolement et modalités de financement du service

Vu l'ordonnance n°2005-1527 du 8 décembre 2005 relative aux permis de construire et aux autorisations d'urbanisme, ratifiée par l'article 6 de la loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement,
Vu le décret n°2007-18 du 5 janvier 2007,
Vu le décret n°2014-253 du 27 février 2014 relatif à certaines corrections à apporter au régime des autorisations d'urbanisme,
Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR),
Vu les statuts du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Coeur entre Deux Mers dénommé ci-après Pôle Territorial du Coeur entre Deux Mers, l'habilitant à assurer l'instruction des autorisations d'urbanisme,
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (NOTRE),

PREAMBULE

La Commune de a signé le avec le Pôle Territorial du Coeur entre Deux Mers une convention visant à définir les modalités d'organisation pour l'instruction des autorisations et actes relatifs à l'occupation des sols, et définir les modalités de financement de ce service d'instruction.

Aujourd'hui, en complément de cette mission principale, il apparaît nécessaire, afin de garantir la conformité des travaux effectués suite aux autorisations d'urbanisme délivrées, d'assurer une mission d'assistance auprès de la commune dans la mise en œuvre des récolements.

Aussi, entre :
le Pôle Territorial Coeur entre Deux Mers, sis 20 bis Grand Rue 33760 Targon, représenté par son Président Alain Monget,
et
la commune de, sise, représentée par son maire

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention vise à définir les modalités de travail entre la commune et le Pôle Territorial Coeur entre Deux Mers, qui tout à fois :
respectent les responsabilités de chacun
assurent la protection des intérêts de la commune
garantissent le respect des droits des administrés

La convention concerne le récolement des autorisations d'urbanisme qui ont été délivrées par le maire au nom de la commune.

Sont donc exclus les actes demeurant de la compétence de l'État visés aux articles L,422-1, L,422-2, R,422-1 et R,422-2 du Code de l'Urbanisme.

La présente convention a également pour objet de définir les modalités de financement du service Récolement du Pôle Territorial Coeur entre Deux Mers.

Article 2 : Responsabilités de chaque partie

Le service Espace Droit des Sols du Pôle Territorial Coeur entre Deux Mers, chargé de l'instruction des autorisations d'urbanisme par la convention signée sus-visée, est en charge des contrôles de conformité, au cas par cas, conformément aux articles 3 et 4.

Le maire est signataire des décisions et actes administratifs.

Des procédures et échanges par voie électronique seront mis en place pour permettre un traitement rapide et efficient des dossiers.

Article 3 : Champ d'application

La présente convention s'applique au contrôle de la conformité des travaux et aux récolements (article R,462-7 du Code de l'Urbanisme), suite au dépôt de la Déclaration Attestant de l'Achèvement et de la Conformité des Travaux (DAACT) par le pétitionnaire.

La convention porte sur l'ensemble de la procédure visant à assurer un contrôle des travaux effectués, afin, selon les cas, d'attester d'une non-opposition à la conformité, de mettre en demeure le pétitionnaire de déposer un dossier de régularisation, voire de dresser un procès-verbal d'infraction si les travaux s'avèrent non régularisables.

La mission Récolement est assurée par les agents du PETR dûment commissionnés par la mairie et assermentés par le Tribunal Judiciaire.

La convention détaille ci-après l'ensemble de la procédure depuis le dépôt de la DAACT par le pétitionnaire.

Article 4 : Répartition des attributions entre la Commune et l'Espace Droit des Sols du PETR

La commune dispose de 3 mois pour contester la DAACT du pétitionnaire.

Dans certains cas, le récolement est dit « obligatoire », et le délai pour contester la DAACT est porté à 5 mois (article R462-7 code de l'urbanisme) :

- Travaux concernant un monument historique inscrit ou situés dans un secteur sauvegardé ou un site classé
- Travaux concernant les IGH (immeuble de grande hauteur) et les ERP
- Travaux réalisés à l'intérieur d'une réserve naturelle ou d'un parc national
- Travaux réalisés dans un secteur couvert par un plan de prévention des risques

LA MAIRIE	Réceptionne la DAACT (tampon, date, signature)	Jour du dépôt
	Transmet la DAACT au PETR par voie dématérialisée, accompagnée le cas échéant du formulaire adéquat	J + 5 max

Si la DAACT est incomplète		
PETR	Réceptionne la DAACT par voie dématérialisée Vérifie son caractère complet Prépare une proposition de demande de pièces	Dans les 2 semaines suivant la réception de la DAACT au PETR

	Transmet par mail la proposition à la mairie	
LA MAIRIE	Réceptionne la proposition, la fait signer Notifie la demande de pièces au demandeur (LR avec AR, ou remise contre récépissé, ou voie électronique) Transmet une copie de la lettre signée au PETR + AR ou date de notification effective	Dans les 2 semaines suivant la proposition
	Réceptionne le complément Transmet le complément par voie dématérialisée au PETR	Dans les 5 jours du dépôt

Si la DAACT est complète ou a été complétée		
PETR	Réceptionne la DAACT ou le complément Organise le contrôle sur place	1 mois avant la fin du délai

Si les travaux sont non-conformes :		
PETR	Prépare une proposition de mise en demeure à déposer un dossier modificatif ou à mettre les travaux en conformité	Semaine suivant le contrôle
LA MAIRIE	Réceptionne la proposition, la fait signer Notifie la mise en demeure au demandeur (LR avec AR, ou remise contre récépissé, ou voie électronique) Transmet une copie de la lettre au PETR + AR ou date de notification effective	Avant la fin du délai de récolement

Si les travaux sont conformes		
PETR	Informe la mairie Prépare une proposition d'attestation certifiant que la conformité des travaux n'a pas été contestée Transmet cette proposition à la mairie	Semaine suivant le contrôle
LA MAIRIE	Réceptionne la proposition, la fait signer Transmet l'attestation au pétitionnaire	

Article 5 : conditions financières

La mission Récolement est tarifée à l'acte en fonction de l'autorisation d'urbanisme à l'origine de la DAACT :

Déclaration préalable ou Permis de Construire Maison Individuelle : 90 €

Permis de Construire ou Permis d'Aménager : 190 €

Ces tarifs pourront évoluer par délibération du Comité Syndical du Pôle Territorial.

Le nombre d'acte de Récolements effectués chaque année pour la commune font l'objet d'état récapitulatif en fin d'année détaillant : les dossiers ayant fait l'objet de la prestation Récolement, le tarif associé, et le solde à régler par la commune.

Article 6 : Durée et résiliation

La présente convention est établie pour une durée de 3 ans à compter de sa date de signature. Sans avis contraire de l'une des parties, au minimum 6 mois avant la date d'échéance triennale, la convention est renouvelée par tacite reconduction.

Un bilan et un ajustement du service sont prévus au bout d'un an de fonctionnement de la prestation Récolement, afin d'améliorer sa qualité en fonction des besoins identifiés localement.

Toute modification donnera lieu à un avenant signé par les deux parties, à l'exception des modifications relatives aux textes législatifs et réglementaires postérieurs à la date de signature de la présente convention.

En cas de litige non résolu par voie amiable, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application des présentes dispositions sera porté devant le tribunal administratif compétent.

Fait en 2 exemplaires à, le

Le Président du Pôle Territorial
Du Cœur Entre-deux-Mers



Alain MONGET

Le Maire de
..... ;

.....

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-200049682-20230323-04-2023-EDS-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/04/2023

Affichage : 04/04/2023

Pour l'autorité compétente par délégation

